

Fiscalité vaudoise : des chiffres et des êtres

Autor(en): **Gavillet, André**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **42 (2005)**

Heft 1640

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1013468>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Des chiffres et des êtres

La gauche et la droite ont trouvé un compromis sur la voie de l'assainissement des caisses cantonales, sans oublier le sens concret des dépenses publiques.

Deux chiffres, références du débat politique vaudois sur l'assainissement des finances cantonales: quarante-cinq millions et 6,3 milliards. Quarante-cinq millions, ce sont les recettes nouvelles, impôts ciblés sur les classes aisées, votés par le Grand Conseil et objet d'un référendum de la droite. Quant aux 6,3 milliards, ils représentent, comme une toile de fond, le total du budget vaudois.

La disproportion est telle entre les gouttes d'eau des millions et la mare des milliards que la droite s'en sert comme d'un argument pour contester l'utilité de cet apport fiscal. Tout budget, fait-elle remarquer, malgré ses postes fixes et sa rigidité, n'est jamais entièrement dépensé jusqu'aux derniers centimes. Or 1% du budget vaudois, c'est soixante millions. Dès lors, à quoi bon?

La prime au méga

Quand les chiffres sont privés de leurs références concrètes et manipulés pour

eux-mêmes, le plus grand l'emporte non seulement en nombre mais aussi en prestige. C'est un stimulant puissant de centralisation. Entendant que dans un petit canton, quatorze millions d'économies créent un psychodrame politique, certains sourient. Qu'est-ce que quatorze millions, comparés aux variations de l'impôt fédéral sur les bénéficiaires? Ou encore, les efforts douloureux d'une petite université paraissent dérisoires en regard des moyens et des marges de manœuvre des Ecoles fédérales.

Parce qu'ils sont abstraits, les grands chiffres encouragent de surcroît un débat politique verbal, sans contenu concret. Sur six milliards, on peut faire des économies. Lesquelles? Pas besoin de préciser, plus le champ est grand, plus il est facile de glaner.

Les grands chiffres abstraits déshumanisent la politique. Il faut savoir ce que signifie mille francs d'impôts sur le revenu d'un contribuable très modeste pour redonner un sens concret à la dépense pu-

blique. Il faut savoir ce que signifie être deux dans une chambre d'EMS pour apprécier la portée d'une mesure d'économie.

Le choix vaudois

Le Conseil d'Etat vaudois s'est fixé comme objectif de législature l'assainissement des finances pour redonner au canton sa capacité d'investir. Sa cohésion s'est affirmée à cette épreuve. Pour 2005, il a choisi deux tiers d'économie et un tiers de recettes nouvelles. Sa formule tient compte de la répartition politique: les départements les plus lourds et les plus exposés aux restrictions sont tenus par des socialistes. Ce qui implique une contrepartie. En l'occurrence, quarante-cinq millions de recettes ciblées.

Cette politique concrète, équilibrée, mérite d'être confirmée. Les quarante-cinq millions en jeu représentent le tiers du déficit des comptes. En priver le canton, c'est retarder l'assainissement et réactiver un affrontement gauche-droite, là où il a été surmonté. ag

La dation

Est-il possible de payer ses impôts en nature? Non, sauf si l'Etat et le contribuable s'accordent pour proposer la dation d'un bien de haute valeur artistique, historique, scientifique. Et si une base légale l'autorise. Quelques cantons et de nombreux pays européens l'ont prévu. Le canton de Vaud s'appête à le faire à la suite du postulat du député socialiste Alexandre Bidaud. Chacun a en tête l'importance de la dation dans la succession Picasso, mais la pratique suisse est plus terne. Le canton de Genève n'a été saisi depuis 1996 que de deux cas, dont un seul a abouti. La dation présuppose en effet que l'Etat dispose d'une structure d'accueil du bien acquis; pour l'essentiel, il s'agit de musées, et notamment des musées des Beaux-Arts. Et, au vu de l'importance des collections privées dans notre pays, on imagine que la dation pourrait être à l'avenir d'une application plus courante.

La dation repose sur le principe qu'une œuvre entre pour la pérennité dans le patrimoine public, alors que la recette en francs se serait noyée sans laisser de traces dans la masse des recettes fiscales. Et, sans ces circonstances particulières, l'Etat n'aurait pas songé à engager la dépense pour une telle acquisition. C'est une sorte de «vente forcée de plein gré».

Il ne faut pas confondre la dation avec la possibilité, sur le modèle américain, de déduire de l'impôt des montants substantiels versés à des institutions hospitalières, universitaires, etc... En ce cas, l'affectation des recettes fiscales est décidée par le contribuable lui-même, ce qui, dans notre conception de l'Etat, n'est pas acceptable. ag

Médias

Il n'y a pas de presse Ringier, mais des produits Ringier plus diversifiés que la critique est disposée à l'admettre. C'est l'opinion du professeur Peter Glotz dans le numéro de Pâques du *SonntagsBlick*. Le professeur n'ignore pourtant pas que les effets de synergie existent à la maison Ringier. Un exemple: la simultanéité de la publication dans *L'Hebdo* et *Blick* d'articles sur les intérêts personnels des membres du Parlement fédéral.

woz die Wochenzeitung, hebdomadaire de gauche alémanique, appelle au secours. La relance d'il y a deux ans a augmenté le nombre des abonnés, mais a coûté plus cher que prévu et la publicité n'a pas suivi. Le journal paraît depuis vingt-cinq ans. cjp